

Discours de José Manuel Barroso sur l'état de l'Union (28 septembre 2011)

Légende: Dans le cadre de son pouvoir de contrôle, le Parlement européen exerce un contrôle démocratique à l'égard de la Commission, qui lui soumet régulièrement des rapports, y compris un rapport annuel sur les activités de l'Union européenne et sur l'exécution du budget. Une fois par an, le président de la Commission prononce en séance plénière son discours sur l'état de l'Union.

Source: Europarl – Séance plénière – Débats – Mercredi 28 septembre 2011 – Débat sur l'état de l'Union. [EN LIGNE]. [Strasbourg]: Parlement européen, [25.03.2014]. Disponible sur <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+CRE+20110928+SIT+DOC+PDF+V0//FR&language=FR>.

Copyright: (c) Parlement européen

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_jose_manuel_barroso_sur_l_etat_de_l_union_28_septembre_2011-fr-91a4de7e-89f6-4c32-94a4-465702758007.html

Date de dernière mise à jour: 28/04/2014

**СРЯДА 28 СЕПТЕМВРИ 2011 Г.
MIÉRCOLES 28 DE SEPTIEMBRE DE 2011
STŘEDA 28. ZÁŘÍ 2011
ONSDAG DEN 28. SEPTEMBER 2011
MITTWOCH, 28. SEPTEMBER 2011
KOLMAPÄEV, 28. SEPTEMBER 2011
ΤΕΤΑΡΤΗ 28 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 2011
WEDNESDAY, 28 SEPTEMBER 2011
MERCREDI 28 SEPTEMBRE 2011
MERCOLEDI' 28 SETTEMBRE 2011
TREŠDIENA, 2011. GADA 28. SEPTEMBRIS
2011 M. RUGSĒJO 28 D., TREČIADIENIS
2011. SZEPTEMBER 28., SZERDA
L-ERBGĦA, 28 TA' SETTEMBRU 2011
WOENSDAG 28 SEPTEMBER 2011
ŚRODA, 28 WRZEŚNIA 2011
QUARTA-FEIRA, 28 DE SETEMBRO DE 2011
MIERCURI 28 SETTEMBRIE 2011
STREDA 28. SETTEMBRA 2011
SREDA, 28. SEPTEMBER 2011
KESKIVIIKKO 28. SYYSKUUTA 2011
ONSDAGEN DEN 28 SEPTEMBER 2011**

3-002-000

PRZEWODNICZY: JERZY BUZEK

Przewodniczący

(Otwarcie posiedzenia)

1. Otwarcie posiedzenia

3-003-500

(Posiedzenie zostało otwarte o godz. 09.05)

2. Środki wykonawcze (art. 88 Regulaminu): Patrz protokół

3. Stan Unii (debata)

3-006-000

Przewodniczący. – Otwieram posiedzenie. Mamy dzisiaj ważną debatę - oświadczenie przewodniczącego Komisji: Stan Unii.

Po wczorajszej bardzo ważnej dla nas wszystkich dyskusji z przewodniczącym strefy euro, panem premierem Junckerem, to jest kolejna debata, która ma nas przybliżyć do rozwiązań najlepszych dla Unii dzisiaj i dać odpowiedź na najważniejsze pytania. Dlatego bardzo poważnie jako Parlament traktujemy tę debatę.

Welcome to the President of the European Commission, Mr José Manuel Barroso, the Vice-Presidents who are present with us, the full college of Commissioners, and representatives of the Polish Presidency. Minister Dowgielewicz is also with us.

I give the floor to the President of the European Commission, Jose Manuel Barroso.

3-008-000

José Manuel Barroso, Président de la Commission. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Monsieur le Ministre, il nous faut être honnêtes et absolument clairs dans l'analyse de l'état de l'Union.

Nous sommes aujourd'hui confrontés au plus grand défi qu'ait connu notre Union, je le crois, dans toute son histoire. Il s'agit d'une crise financière, économique et sociale, mais aussi d'une crise de confiance, tant à l'égard de nos dirigeants en général, de l'Europe elle-même, que de notre capacité à trouver des solutions.

Les causes de la crise sont connues: l'Europe n'a pas répondu aux défis de la compétitivité. Certains de nos États membres ont vécu au-dessus de leurs moyens. Dans les marchés financiers, il y a eu des comportements irresponsables et inadmissibles. Nous avons laissé se creuser des déséquilibres entre nos États membres, particulièrement dans la zone euro. Et les séismes qui secouent l'ordre international, les pressions de la mondialisation ont encore aggravé la situation.

Le résultat est là: nos sociétés éprouvent de vives inquiétudes. Beaucoup de nos citoyens ont peur de l'avenir. Il y a comme jamais, un danger de repli national, pour ne pas dire nationaliste. Les réponses populistes remettent en cause les grandes réussites de l'Union européenne: l'euro, le marché unique, même la liberté de circulation des personnes.

Je crois que nous pouvons dire que la crise de la dette souveraine est aujourd'hui avant tout une crise de confiance politique. Et nos citoyens, mais aussi le monde extérieur, nous observent et se demandent: Sommes-nous vraiment une Union? Avons-nous vraiment la volonté de soutenir la monnaie unique? Les États membres les plus vulnérables sont-ils déterminés à faire les réformes indispensables? Les États membres les plus prospères sont-ils vraiment disposés à faire preuve de solidarité? L'Europe est-elle vraiment capable d'atteindre la croissance et de générer des emplois?

Je vous l'affirme aujourd'hui: oui, c'est une situation grave, mais il y a des solutions à cette crise. L'Europe a un avenir, si nous rétablissons la confiance. Et pour rétablir la confiance nous avons besoin de la stabilité, de la croissance, mais aussi de la volonté politique du leadership politique. C'est ensemble que nous devons proposer à nos citoyens un renouveau européen.

(Applaudissements)

Il nous faut traduire maintenant dans les faits ce que nous avons constaté dans la déclaration de Berlin, signée par la Commission, par le Parlement, par le Conseil européen à l'occasion du cinquantième anniversaire de la signature des traités de Rome – on disait à l'époque...

„Wir leben heute miteinander, wie es nie zuvor möglich war. Wir Bürgerinnen und Bürger der Europäischen Union sind zu unserem Glück vereint.“

„Aujourd'hui, nous vivons unis, comme jamais nous n'avons pu le faire par le passé. Notre chance à nous, citoyennes et citoyens de l'Union européenne, c'est d'être unis." C'est une déclaration, et les mots comptent! Il faut traduire cette volonté dans le courage de chaque jour. Avec nos institutions, et non contre elles, nous pouvons réussir. Pour certains, on le sait, c'est le besoin de stabilité qui l'emporte. Pour d'autres, c'est la croissance. Je vous le dis: nous avons besoin des deux! Certains prêchent la discipline, d'autres la solidarité. Nous avons besoin des deux! Il n'est plus question de solutions au coup par coup, ni de solutions partielles. Il nous faut une détermination pour des solutions globales, une plus grande ambition pour l'Europe.

Je crois vraiment que nous sommes aujourd'hui à une période charnière de notre histoire, à un moment où, si nous n'avançons pas dans l'intégration, nous risquons la fragmentation. C'est donc une question de volonté politique, une épreuve du feu pour toute notre génération.

Oui, il est possible de sortir de cette crise. Non seulement, c'est possible, mais c'est nécessaire! Le leadership politique, c'est cela: rendre possible ce qui est nécessaire.

(Applaudissements)

Let me start with Greece. Greece is and will remain a member of the euro area.

(Applause)

Greece must implement its commitments in full and on time. In turn, the other euro area members have pledged to support Greece and each other. As stated at the Euro Area Summit on 21 July: 'We are determined to continue to provide support to countries under programmes until they have regained market access, provided they successfully implement those programmes.' That is why I created the Task Force for Greece. We have just launched an action plan based on two major pillars: around 100 viable and high-quality projects, investing in all Greek regions, to make the best use of Greece's remaining allocation of the structural funds, and a major drive to reduce bureaucratic procedures for European co-funded projects. EUR 15 billion remain to be spent in Greece from the structural funds. This will support the Greek economy with an urgent programme of technical assistance to the Greek administration. A programme of EUR 500 million to guarantee European Investment Bank loans to Greek SMEs is already under way.

The Commission is also considering a wider guarantee mechanism to help banks start lending again to the real economy. All of this represents huge support for Greece's fight-back and Greece will have to deliver concrete results. It must break with counter-productive practices and resist vested interests. But we have to be clear about this. This is not a sprint, but a marathon.

The task of building a Union of Stability and Responsibility is not only about Greece. The economic outlook that we face is very difficult. We are confronted with the negative effects

of an ongoing global reassessment of risks. It is therefore our responsibility to rebuild confidence and trust in the euro and our Union as a whole. We can do this by showing that we are able to take all the decisions needed to run a common currency and an integrated economy in a competitive, inclusive and resource-efficient way.

For this we need to act in the short, the medium and the long term. Let us start with the short term. The first step is to quickly fix the way we respond to the sovereign debt crisis. This will require stronger mechanisms for crisis resolution. We need credible firepower and effective firewalls for the euro. We have to build on the EFSF and the upcoming European Stability Mechanism. The EFSF must immediately be made both stronger and more flexible. This is what the Commission proposed already in January. This is what Heads of State and Government of the euro area agreed upon on 21 July. Only then, when you ratify this, will the EFSF be able to deploy precautionary intervention; to intervene to support the recapitalisation of banks and intervene in the secondary markets to help avoid contagion.

Once the EFSF is ratified, we should make the most efficient use of its financial envelope. The Commission is working on options to this end. Moreover we should do everything possible to accelerate the entry into force of the ESM. Naturally we trust that the European Central Bank – in full respect of the Treaty – will do whatever is necessary to ensure the integrity of the euro area and to ensure its financial stability.

But we cannot stop there. We must deepen economic coordination and integration, particularly in the euro area. This is at least as big a political task as an economic one.

Today, you will vote on the ‘six-pack’ proposals that we have put before you and the Council one year ago. This ‘six pack’ reforms the Stability and Growth Pact and widens surveillance to macroeconomic balances. We are now back very close to what the Commission originally put on the table. You have played a decisive role in keeping the level of ambition of these proposals, and I really want to thank you and congratulate you for that.

This legislation will give us much stronger enforcement mechanisms. We can now discuss Member States’ budgetary plans before national decisions are taken. This mix of discipline and integration holds the key to the future of the euro area. Only with more integration and discipline can we have a really credible euro area.

These are indeed important steps forward, but we must go further. We need to complete our monetary union with an economic union. We need to achieve the tasks of Maastricht. It was an illusion to think that we could have a common currency and a single market with national approaches to economic and budgetary policy. Let us avoid another illusion that we can have a common currency and a single market with an intergovernmental approach.

(Applause)

For the euro area to be credible – and this is not only the message of the federalists, this is the message of the markets – we need a truly Community approach. We need to really integrate the euro area; we need to complete the monetary union with a real economic union. And this truly Community approach can be built how? In the coming weeks, the Commission will build on the ‘six pack’ and present a proposal for a single, coherent framework to deepen economic coordination and integration, particularly in the euro area. This will be done in a way that ensures the compatibility between the euro area and the Union as a whole. Of course, we do not want the euro area to break the great acquis of the single market and all our four freedoms. At the same time, we can pool decision-making

to enhance our competitiveness. This could be done by integrating the Euro Plus Pact into this framework, in full respect of the national implementation competences.

For all of this to work, we need more than ever the independent authority of the Commission to propose and assess actions that the Member States should take. Governments, let us be frank, cannot do this by themselves. Nor can this be done by negotiations between governments. Indeed, within the Community competences, the Commission is the economic government of the Union; we certainly do not need more institutions for this.

(Applause)

For the same reason the Treaties have created supranational institutions. For the same reason the European Commission, the European Central Bank, the European Court of Justice were created. The Commission is the guarantor of fairness. Moreover, the Commission, which naturally works in partnership with the Member States, is voted by and accountable to this House, the directly elected Parliament both of the euro area and of the European Union as a whole.

(Applause)

It is also time to have unified external representation of the euro area. In accordance with the Treaty the Commission will make proposals for this purpose. A Union of Stability and Responsibility built on this basis and with a common approach will also allow the Member States to seize fully the advantages of a bigger market for the issuance of sovereign debt. Once the euro area is fully equipped with the instruments necessary to ensure both integration and discipline, the issuance of joint debt will be seen as a natural and advantageous step for all, on condition that such eurobonds will be 'stability bonds', bonds that are designed in a way that rewards those who play by the rules and deters those who do not. As I already announced to this House, the Commission will present options for such 'stability bonds' in the coming weeks. Some of these options can be implemented within the current Treaty, whereas fully fledged eurobonds would require Treaty change. This is important because, we can do a lot within the existing Treaty of Lisbon. And there is no excuse for not doing it, and for not doing it now, but it may be necessary to consider further changes to the Treaty.

I am also thinking particularly of the constraint of unanimity. The pace of our joint endeavour cannot be dictated by the slowest. Today we have a Union where it is the slowest member that dictates the speed of all the other Member States. This is also not credible from the markets' point of view; this is why we need to solve this problem of decision-making. A Member State has of course the right not to accept decisions. That is a question, as they say, of national sovereignty, but a Member State does not have the right to block the moves of others; the others also have their national sovereignty and, if they want to go further, they should go further.

(Applause)

Our willingness to envisage Treaty change should not be a way or an excuse to delay the reforms that are necessary today, but I believe that this longer-term perspective will reinforce the credibility of our decisions now.

A Union of Stability and Responsibility means swiftly completing the work on a new system of regulation for the financial sector. We need well capitalised, responsible banks lending to the real economy. Much has been said about the alleged vulnerability of some

of our banks. European banks have substantially strengthened their capital positions over the past year. They are now raising capital to fill the remaining gaps identified by the stress tests in summer. This is necessary to limit the damage of financial market turbulence on the real economy and on jobs.

Over the last three years, we have designed a new system of financial regulation. Let us remember, we have already tabled 29 pieces of legislation. You have already adopted several of them, including the creation of independent supervising authorities, which are already working. Now it is important to approve our proposals for new rules on derivatives, naked short selling and credit default swaps, fair remuneration for bankers. These propositions are there; they should be adopted by the Council and by Parliament.

The Commission will deliver the remaining proposals by the end of this year, namely rules on credit rating agencies, bank resolution and personal responsibility of financial operatives. So we will be the first constituency in the G20 to have delivered on our commitment to global efforts for financial regulation.

In the last three years, Member States – I should say taxpayers – have granted aid and provided guarantees of EUR 4.6 trillion to the financial sector. It is time for the financial sector to make a contribution back to society.

(Applause)

That is why I am very proud to say that today the Commission adopted a proposal for the Financial Transaction Tax.

(Applause)

Today I am putting before you a very important text that if implemented may generate revenue of about EUR 55 billion per year. Some people will ask 'Why?'. Why? It is a question of fairness. If our farmers, if our workers, if all the sectors of the economy, from industry to agriculture to services, pay a contribution to society, the banking sector should also give a contribution to society.

(Applause)

And if we need – because we need – fiscal consolidation, if we need more revenues, the question is where these revenues are coming from. Are we going to tax labour more? Are we going to tax consumption more? I think it is fair to tax financial activities that in some of our Member States do not pay the proportionate contribution to society.

But it is not only financial institutions who should pay a fair share. We cannot afford to turn a blind eye to tax evasion. So it is time to adopt our proposals on savings tax within the European Union, and I call on the Member States to finally give the Commission the mandate we have asked for to negotiate tax agreements for the whole European Union with third countries.

Stability and responsibility are not enough on their own. We need stability, but we also need growth. We need responsibility, but we also need solidarity. The common economy can only remain strong if it delivers growth and jobs. That is why we must unleash the energy of our economy, especially the real economy.

The forecasts today point to a strong slowdown, but significant growth in Europe is not an impossible dream. It will not come magically tomorrow, but we can create the conditions for growth to resume. We have done it before. We must and we can do it again.

It is true that we do not have much room for a new fiscal stimulus. But that does not mean that we cannot do more to promote growth. First, those who have fiscal space available must explore it – but in a sustainable way. Second, all Member States need to promote structural reforms so that we can increase our competitiveness in the world and promote growth. Together, we can and must tap the potential of the Single Market, exploit all the benefits of trade and mobilise investment at European level.

Let me start with the Single Market. Full implementation of the Services Directive alone could, according to our estimates, deliver up to EUR 140 billion in economic gains, but today, two years after the deadline for implementation, several Member States have still not adopted the necessary laws so we are not benefiting from all the possible gains from having a true services liberalisation in Europe. But we can also do more. We must adopt what is on the table. We have adopted the Single Market Act in the European Commission. A number of key initiatives are ready. We are close to having a European patent which would cut the cost of protection to 20% of current costs. I expect this to be concluded by the end of this year.

Moreover, for the Single Market Act, we should consider a fast-track legislative procedure. By the way, in many areas we should follow a fast-track legislative procedure because we are living in real emergency times. This will allow us to respond to these extraordinary circumstances. Growth in the future will depend more and more on harnessing information technology. We need a digital single market, which will benefit each and every European by around EUR 1 500 per year by using the possibilities of e-commerce to end for instance mobile roaming charges. An extra 10% in broadband penetration would bring us between 1 and 1.5% of extra annual growth.

In a competitive world we must be also well-educated, with skills to face these new challenges. We must innovate and we must act in a sustainable way. We have already presented detailed proposals on innovation, resource-efficiency and how we can strengthen our industrial base. Modern industrial policy is about investing in research and innovation. We need to accelerate the adoption of our efforts to boost the use of venture capital to fund young, innovative companies across Europe.

Sustainable jobs will come if we focus on innovation and new technologies, including green technologies. We must see that 'green' and growth go together. For example, the renewables sector has already created 300 000 jobs in the past five years in the European Union. The global green technology market will triple over the next decade.

We must focus our action on where it makes a real impact. Growth in the future means we must actively pursue also our smart regulation agenda, which will give a saving of EUR 38 billion for European companies, particularly for SMEs, but Member States must also do their part in reducing the administrative burden. But we also need investment. These reforms are important, but we also need some kind of investment at European level.

A Union of Growth and Solidarity needs modern, interconnected infrastructures. We have proposed for the next MFF (Multi-Annual Financial Framework) to create a facility to connect Europe – in energy, in transport, in digital. This innovative part of our MFF proposal has to be seen together with another very important innovative idea: the project bond. In the coming weeks the Commission will publish its proposals for EU project bonds. We are also proposing pilot projects, so that we can frontload growth. We can do it even before the MFF is adopted. In this way we can frontload some of the major infrastructure investments Europe needs.

The Union and its Member States should urgently consider how to allow our own policy-driven bank, the European Investment Bank, to do more – possibly much more – to finance long-term investment. To do so, we need to explore ways to reinforce the EIB's resources and capital base so that it can lend to the real economy.

In the year 2000 there was EUR 22 billion of venture capital in Europe. In 2010 there was only 3 billion. If we want to promote entrepreneurship we must reverse this decline and we need that support namely for SMEs.

We can also get more growth out of the structural funds, by increasing absorption capacity, using the structural funds to support macroeconomic performance. They are essential for innovation, for training, employment, and for SMEs.

I would also like to urge this House to adopt by the end of the year the proposals we made in August to increase cofinancing rates to those countries with assistance programmes. This will inject essential funding into these economies, while reducing pressure on national budgets.

Reforms to our labour markets, public finances and pension systems require a major effort from all parts of society. We all know these changes are necessary, so that we can reform our social market economy and keep our social model, but it is imperative that we hold on to our values – the values of fairness, of inclusiveness and of solidarity.

Right now we need to give concrete hope to the one in five of our young people who cannot find work. In some countries, the situation of our young people is dramatic. I want to call on companies to make a special effort to provide internships and apprenticeships for young people. These can be supported by the European Social Fund. By getting businesses, the social partners, national authorities and the European Union level involved in a Young Opportunities Initiative, we can make a difference. This I believe is the most urgent social matter: to respond to the anxiety of our young people who cannot find a job. It is much better to have an apprenticeship, a traineeship, than to take their anxieties onto the streets expressing their lack of confidence in the Union as a whole.

(Applause)

We must accelerate the most urgent parts of our Growth and Jobs Plan, Europe 2020. The Commission will focus on the situation of young people in each and every Member State in its country-specific recommendations for next year. I believe we must give our future a real chance. But right now we also need to act to help the 80 million Europeans at risk of poverty. This means that the Council must finally approve our proposal to safeguard the programme for the supply of food for the most deprived persons.

(Applause)

I would like to thank this Parliament for the political support it has given to our proposed solution.

Fifty years ago, 12 countries in Europe came together to sign the Social Charter. To be precise, it was in October 50 years ago. Today, the Charter has 47 signatories, including all our Member States. To guarantee these fundamental values in Europe, I believe we need to boost the quality of social dialogue at European level. The renewal of Europe can only succeed with the input and the ownership of all the social partners – of trade unions, of workers, of business, civil society in general.

We should remember that our Europe is a Europe of citizens. As citizens, we all gain through Europe. We gain a European identity and citizenship apart from our national citizenship. European citizenship adds a set of rights and opportunities – the opportunity to freely cross borders, to study, to work abroad. Here again, we must all stand up and preserve and develop these rights and opportunities, just as the Commission is doing now with our proposals on Schengen. We will not tolerate a rolling-back of our citizens' rights. We will defend the freedom of movement and all the freedoms in our Union.

(Applause)

Mesdames et Messieurs les parlementaires, les activités de la Commission couvrent beaucoup d'autres domaines, vous le savez bien.

Je ne peux pas tous les aborder ici, mais ils sont évoqués dans la lettre que j'ai adressée au Président du Parlement et que vous aurez tous reçue. Toutefois, avant de conclure, laissez-moi parler de la responsabilité externe de l'Union européenne. Je veux une Europe ouverte, une Europe engagée dans le monde. L'action européenne dans le monde est non seulement la meilleure garantie pour nos citoyens, la défense de nos intérêts et de nos valeurs, mais c'est aussi une action indispensable dans le monde.

Aujourd'hui, c'est à la mode de parler du G2. Je crois que le monde ne veut pas d'un G2. Les deux, eux-mêmes, n'auraient pas intérêt à un G2. Nous savons la tension qu'a créée la bipolarité dans la guerre froide. Je crois que l'Europe est plus que jamais indispensable, si nous voulons un monde juste et un monde ouvert. Je crois que le monde en mutation que nous connaissons a besoin d'une Europe qui assume ses responsabilités. Une Europe influente, une Europe à vingt-sept, bientôt avec l'adhésion de la Croatie, une Europe à vingt-huit. Une Europe qui continue à montrer la voie à suivre, que ce soit en matière de commerce ou de changement climatique, alors que les grands rendez-vous nous attendent: de Durban à Rio+20. L'Europe doit garder sa position de leadership dans ces questions.

Tournons aussi notre regard et notre attention vers nos voisins du sud. Le printemps arabe, c'est une transformation profonde qui aura des conséquences très importantes, non seulement pour ces peuples, mais aussi pour nous, pour notre Europe. C'est pourquoi l'Europe doit être fière. Nous étions les premiers à être aux côtés des Tunisiens, des Égyptiens, des Libyens, qui voulaient la démocratie et la liberté. C'est pourquoi l'Europe soutient ces aspirations légitimes, notamment à travers notre partenariat pour la démocratie et pour la prospérité. Le printemps arabe, je l'espère, c'est aussi la porte ouverte à un espoir de paix pour l'ensemble de la région, à l'idée d'un État palestinien qui doit vivre en paix avec l'État d'Israël, comme l'Europe le souhaite.

(Applaudissements)

Mais tournons aussi notre regard et notre attention vers nos voisins de l'est. Vendredi, je vais participer à Varsovie au sommet du partenariat oriental. Je vais m'y rendre, porteur d'une ambition: une relation politique et une intégration économique plus étroite entre nous et nos partenaires de la région. L'Union européenne a un pouvoir de transformation extraordinaire, d'inspiration pour beaucoup de gens dans le monde. Et si ces pays font des réformes plus profondes, nous pouvons les aider et nous pouvons les associer plus étroitement, d'un point de vue politique, et aussi nous intégrer davantage d'un point de vue économique.

Enfin, ne délaissions pas les plus démunis de tous et soyons à la hauteur de nos engagements pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Soyons également réalistes

et reconnaissons que, pour que l'Europe exerce toute son influence, pour que l'Europe soit vraiment une puissance, il nous faut renforcer la politique étrangère et de sécurité commune. Il faut qu'elle soit crédible. Il faut qu'elle s'appuie sur une dimension de sécurité et de défense commune, si on veut vraiment compter dans le monde. Loin est le temps où certains pouvaient opposer à l'idée d'une défense européenne, la crainte qu'elle puisse nuire à l'Alliance atlantique.

Vous l'avez déjà remarqué; aujourd'hui, ce sont les Américains eux-mêmes qui nous demandent de faire plus en tant qu'Européens. Le monde a changé, le monde est en train de changer fondamentalement. Est-ce que nous voulons vraiment compter dans le monde? C'est pourquoi, au moment où les budgets de la défense sont sous pression, nous devons en faire davantage ensemble, avec les moyens dont nous disposons. La Commission prend en cela sa part de responsabilité en poursuivant les efforts vers un marché unique dans le domaine de la défense et en mettant à profit les compétences qui lui sont conférées par le traité pour développer une base industrielle européenne de défense. Mesdames et Messieurs les députés, ne soyons pas naïfs, le monde est en train de se transformer et, si l'Europe veut compter dans le monde et défendre les intérêts de ses citoyens, si elle veut compter et influencer l'avenir du monde, elle a besoin d'une dimension politique et d'une dimension de défense.

Mesdames et Messieurs les députés, je conclus. À la fin de notre mandat, du mandat de ce Parlement, en 2014, il y aura exactement un siècle qu'éclatait sur ce continent la Grande Guerre, période noire à laquelle a succédé la Seconde Guerre mondiale, une des pages les plus dramatiques de l'histoire de l'Europe et du monde. Aujourd'hui, je crois qu'on peut dire que de telles horreurs sont inimaginables en Europe. Elles le sont dans une large mesure parce que nous avons l'Union européenne. Parce que nous avons, grâce à la vision de l'Europe, à l'intégration économique et politique, construit la garantie de la paix sur notre continent.

(Applaudissements)

C'est pourquoi nous ne pouvons pas laisser mettre en danger cette grande œuvre. Nous l'avons reçue des générations précédentes. Ce ne sera pas notre génération qui va la mettre en cause. Soyons clairs: si on commence à fragmenter l'Europe, si on commence à revenir en arrière, à revenir sur les grandes conquêtes de l'Europe, notre objectif courra, sans aucun doute, un risque de fragmentation. Comme je l'ai dit, à l'origine de la crise que nous connaissons actuellement, il y a un problème politique. C'est notre volonté de vivre ensemble qui est mise à l'épreuve. C'est pourquoi nous devons approfondir l'Union européenne. C'est pourquoi nous avons construit des institutions communes. C'est pourquoi il faut garantir l'intérêt européen. Et la réalité aujourd'hui, c'est que la coopération intergouvernementale n'est pas suffisante pour sortir l'Europe de cette crise, pour doter l'Europe d'un avenir. Tout au contraire, je dois vous le dire très franchement: un certain intergouvernementalisme risque de mener à la renationalisation, à la fragmentation. Un certain intergouvernementalisme pourrait signer la mort de l'Europe unie, telle que nous la voulons.

(Applaudissements)

N'oublions pas que les décisions que l'on prend ou que l'on ne prend pas aujourd'hui vont façonner notre avenir. Il y a une chose que je voudrais vous avouer: je me sens réellement blessé lorsque j'en vois certains, ailleurs dans le monde, nous dicter à nous, Européens, avec un certain paternalisme, ce que nous devons faire. Je crois franchement que, si nous

avons des problèmes, des problèmes très sérieux, nous n'avons pas à nous excuser de notre démocratie. Nous n'avons pas à nous excuser de notre économie sociale de marché. Je pense donc que nous devons réclamer à nos institutions, mais aussi à nos États membres, à Paris, à Berlin, à Athènes, à Lisbonne, à Dublin, un sursaut de fierté d'être Européens, un sursaut de dignité. Et nous devons répondre à nos partenaires: "Merci pour vos conseils, mais nous sommes capables d'agir ensemble. Nous sommes capables de passer cette crise." Je veux cette fierté d'être Européen.

(Applaudissements)

Et la fierté d'être Européen, ce n'est pas seulement la fierté de notre grande culture, de notre grande civilisation, de tout ce que nous avons donné au monde, ce n'est pas la fierté de notre seul passé, c'est la fierté de l'avenir qui sera le nôtre. C'est cette confiance-là qu'il nous faut recréer entre nous. Je crois que c'est possible. Certains disent : "C'est très difficile, ce n'est pas possible." Là, j'aimerais rappeler ce qu'a dit un grand homme, un grand Africain, Nelson Mandela : "*It always seems impossible, until it is done. Let's do it*". Nous pouvons le faire, nous pouvons le faire avec confiance, nous pouvons faire le renouveau de notre Europe.

(Applaudissements)

3-013-000

Joseph Daul, au nom du groupe PPE . – Monsieur le Président de la Commission, cela fait chaud au cœur d'entendre un tel discours. Je vais, tout comme vous, faire peut-être une analyse, mais après ce discours, nous passerons ensemble aux actes.

L'Europe vit une crise de confiance et une crise de croissance. Comme si cela ne suffisait pas, elle traverse une crise de leadership.

Il est plus que temps d'apporter une réponse politique de l'Europe à la crise. Une réponse unie et forte, qui remette la politique à sa place, c'est-à-dire dans la cabine de pilotage; je regarde le Conseil.

Car enfin, de quoi parlons-nous? Nous parlons d'une monnaie – l'euro – créée il y a dix ans. Nous croyons réellement nous donner les moyens pour assurer sa gouvernance. Nous parlons de pays qui, pendant des décennies, ont vécu au-dessus de leurs moyens, toujours plus, sans toujours se demander si les dépenses engagées étaient créatrices de croissance et d'emplois. Nous parlons d'une Europe née pour prévenir des conflits internes et pour assurer la prospérité de ses peuples, et qui, jusqu'ici, a réussi sur tous ces fronts. Mais nous parlons aussi d'une Europe incomprise, voire décriée, parce que ses dirigeants n'ont pas su expliquer pourquoi le choix de l'Europe est le seul choix d'avenir et pourquoi la réponse aux enjeux globaux ne peut être qu'européenne.

L'Union européenne – on l'oublie trop souvent – est l'une des régions les plus avancées et les plus développées. Elle est la première puissance commerciale au monde. Notre devoir est surtout de faire en sorte qu'elle le reste! Quel est le problème, alors? Et comment y remédier? Le problème est que, même si les économistes s'accordent sur les raisons de la crise financière et économique, et sur les réponses à y apporter – à savoir un mix de rigueur et d'incitations à la création de richesses et d'emplois –, la classe politique n'a pas eu le courage de s'y atteler.

Les réformes proposées ces derniers mois par les États membres de l'Union et de la zone euro, en particulier, vont dans le bon sens. Mais elles sont, à l'évidence, insuffisantes, tardives